

EDITORIAL



Par **Odette Herviaux**
Secrétaire fédérale
Directrice de campagne régionale

Régionales 2010 : l'heure de vérité

Dans quatre mois, les Bretons choisiront leurs élus régionaux. Chaque élection a son importance et sa légitimité propres, mais le prochain scrutin régional engage l'avenir de deux structures majeures de la vie démocratique de notre pays : la collectivité régionale et le Parti socialiste. A cet égard, notre engagement individuel et notre mobilisation générale représentent deux impératifs fondamentaux pour poursuivre, dans l'intérêt de la Bretagne, la dynamique née en 2004.

Dans un contexte mondial et européen marqué par l'importance de penser de nouvelles régulations internationales – économie, finance, alimentation et climat –, seules susceptibles d'offrir des perspectives durables face à l'aveuglement des marchés, les territoires locaux trouvent une nouvelle légitimité. A cet égard, les régions constituent un espace de dialogue et de médiations crucial pour la prise en compte des problématiques sociales, économiques et écologiques. Les politiques qu'elles mettent en œuvre en matière d'investissements structurants, de services publics locaux et d'aménagement du territoire permettent de répondre efficacement aux besoins collectifs tout en prenant en compte les attentes individuelles.

Loin d'avoir compromis la compétitivité de notre pays, leur action a par ailleurs puissamment contribué à amortir les ondes de choc de la crise et à amorcer la réorientation de notre modèle de développement. Contre la volonté maintenant clairement affichée de recentraliser et l'asphyxie financière des collectivités programmée par le Gouvernement (réforme des collectivités et de la fiscalité locale), notre mobilisation massive permettra donc de réaffirmer notre attachement à une décentralisation sincère, faite d'autonomie fiscale et de droit à l'expérimentation, espace de démocratie et de projets concrets dans une mondialisation qui bouleverse tous les repères.

Dans ce combat qui s'annonce difficile pour le Parti socialiste et pour la Gauche, il est essentiel de nous prémunir de tout excès de confiance. Nous pouvons et nous devons gagner mais il s'agit de ne pas oublier la première étape de cette victoire : arriver en tête au premier tour. Pour cela, chaque militant, chaque élu, chaque sympathisant a un rôle à jouer dès maintenant : faire remonter les préoccupations, participer à l'élaboration du projet et mettre en mouvement les forces vives de son territoire autour de l'ambition commune que nous portons pour la Bretagne.

Avant le lancement officiel de la campagne le 30 janvier 2010 à Rennes, la direction de campagne appelle donc à la plus large mobilisation pour faire des forums régionaux et des réunions de formation les tremplins d'une dynamique citoyenne en faveur de notre projet et de la liste conduite par Jean-Yves Le Drian.

Campagne régionale Mode d'emploi

Les dates officielles pour le 1^{er} et le 2nd tour des élections régionales sont désormais connus : il s'agit des dimanches 14 et 21 mars 2010. Quatre mois et demi nous séparent de ce scrutin décisif pour les Bretons et la Gauche bretonne. Il nous revient à présent de mettre en marche la dynamique militante, entre formation, outils de communication, mobilisation des réseaux, notamment sur Internet... Petit mode d'emploi à l'usage des militants et sympathisants.

“La Bretagne solidaire, créative et responsable”

Formations militantes : s'armer pour comprendre et faire campagne

Après l'Université de Berder qui portait cette année sur le projet breton, la Fédération a souhaité mettre en place **4 réunions de formation militante** afin de faire le point sur le bilan de la Région, sur son fonctionnement institutionnel et sur les éléments du projet qui sera présenté pour la prochaine mandature. Elles seront, pour la plupart, co-animées par **Odette Herviaux** - Vice-présidente sortante et par ailleurs Directrice de campagne, par les **conseillers régionaux morbihannais** et par **Hélène Brus** - Secrétaire fédérale à la Formation et/ou **Gwendal Rouillard**.

Calendrier des formations militantes sur la Région Bretagne (20h30)

Bilan - Projet - Institution

Lundi 9 novembre - Lorient
(Cité Allende - salle audiovisuelle)

Judi 12 novembre - Le Faouët
(Salle de conférences - près du Musée)

Judi 19 novembre - Arradon
(Médiathèque)

Judi 26 novembre - Pontivy
(Palais des Congrès)

Elaboration du projet régional et outils internet

D'ici à la fin janvier, la tenue des **4 forums régionaux** et du forum de synthèse (voir calendrier ci-dessous) permet de consulter les militants et l'ensemble des Bretons qui veulent s'y associer sur les **grands axes du projet**. Un **site internet de campagne** rend compte des travaux menés lors de ces journées et permet en outre de **déposer des propositions en ligne**. Sections et militants à titre personnel sont invités à présenter leurs contributions.

Par ailleurs, il est proposé d'assurer collectivement la **veille internet** en adressant vos observations à l'adresse jl2010@gmail.com

Le site internet de la Fédération (www.ps56.fr) propose également une rubrique “infos régionales” qui fait le point sur plusieurs dossiers en cours. La newsletter vous tiendra également informés régulièrement des moments forts de la campagne.

Contribuez au projet régional sur internet : www.forumbretagnepourtous.net

La campagne sur Facebook :
Bretagne solidaire, créative et responsable
avec Jean Yves Le Drian

S'appuyer sur le bilan 2004- 2010 de la Gauche bretonne

Un document de 4 pages retraçant le bilan de la mandature écoulée intitulé “**6 ans de Bretagne à Gauche**” a d'ores et déjà été adressé aux adhérents. Un document plus complet sera prochainement disponible en téléchargement sur le site de la Fédération.

Les coordonnées de l'équipe de campagne

21 quai Laménais
35000 Rennes
Courriel :
jl2010@gmail.com

Calendrier des forums régionaux

Samedi 14 novembre
St-Brieuc
Sur la “Bretagne durable”

Samedi 28 novembre
Concarneau
Sur la “Bretagne dynamique”

Samedi 5 décembre à Vannes
Sur la “Bretagne vivante”
(identités, territoires...)



2^{ème} Forum

Pour une Bretagne durable pour tous

Cadre de vie - Développement durable - Environnement

Samedi 14 novembre 2009
9h30 à 16h00 - Saint-Brieuc

(Parc d'activités économique de Brézillet - Centre des congrès Equinoxe)

Communiqué de Marisol Touraine

Plan cancer II : des petites annonces pas à la hauteur d'une grande cause

Alors que la lutte contre le cancer devrait rester une priorité, des mesures vigoureuses étaient attendues. La déception est forte. L'essentiel se ramène à une faible hausse du prix du tabac (6%) et de vagues promesses budgétaires. La remise en cause de l'hôpital public et le manque d'ambition pour la recherche de la politique du gouvernement augurent mal d'une vraie ambition de santé publique en faveur des malades du cancer.

Au-delà des effets d'annonce, le Parti socialiste, comme tous les Français, demande du concret. Finissons-en avec les discours compassionnels. Il faut agir en finançant massivement la recherche, en faisant des cancers professionnels une priorité et en garantissant la prise en charge des malades en rémission.

Les comptes de la Sécurité sociale en quelques chiffres

2004-2008 : augmentation de 14% du reste à charge des ménages hors complémentaires

2007-2009 : accroissement de 1,5 point du transfert des prestations de l'assurance maladie vers les complémentaires

2009 : déficit de 22 milliards d'euros. La baisse de 2% de la masse salariale se soldera par une **perte de recettes de 11 milliards minimum pour le régime général**.

Si on enlève ce qui relève des affections longue durée ou de l'hospitalisation, le remboursement réel des frais médicaux, hors complémentaire ne représente que 50 à 55% pour 80% des Français.

2010 : prévision de 30 milliards d'euro de déficit toutes branches confondues (¼ structurel, ¾ conjoncturel), 173 milliards en 2013

15 jours d'hospitalisation avec un forfait à 18€ correspondent à la moitié de l'allocation adulte handicapé, un quart du SMIC.

Plus d'infos sur internet

PLFSS 2010 :
http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/plfss_2010.asp

L'étrange politique de santé de Nicolas Sarkozy

Les questions relatives au domaine sanitaire et social inscrites au calendrier de cette rentrée parlementaire interpellent et font réagir les socialistes. C'est notamment le cas quant aux décrets d'application de la Loi HPST, dite "Bachelot", votée cet été. Par ailleurs, le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2010 (PLFSS), présenté le 14 octobre en Conseil des ministres, a été examiné à l'Assemblée du 27 au 30 octobre. A cette occasion, Marisol Touraine, Députée d'Indre et Loire et Secrétaire nationale à la Santé et la Sécurité sociale a présenté, au nom du groupe socialiste, une motion de rejet contre ce texte qu'elle qualifie "d'inconséquent, imprévoyant et provocateur". Le texte sera ensuite présenté au Sénat du 10 au 13 novembre, puis au Conseil constitutionnel à la mi-décembre. Le Rappel fait le point sur ces dossiers avec Elisabeth Pedrono - Secrétaire fédérale à la Santé et aux Affaires sociales (Pontivy).



La loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoires) a été votée le 21 juillet dernier, qu'en est-il de ses décrets d'application ?

Ils sortent actuellement, il est question de 123 décrets d'application dont les premiers laissent craindre un durcissement de la loi initiale.

Alors que les agences régionales de santé (ARS) ne sont pas encore mises en place, le gouvernement décide la fermeture de blocs opératoires sur des critères technocratiques (moins de 1500 actes par an) qui ne tiennent pas compte des réalités démographiques, géographiques et sanitaires locales. 182 d'entre-eux seraient concernés, essentiellement dans le secteur public.

Justement, en ce qui concerne l'hôpital public, qu'en est-il des engagements de l'Etat ?

Dans le PLFSS 2010, il est prévu de ponctionner l'enveloppe du seul hôpital public de 150 millions d'euros en alignant les tarifs de certains

séjours sur celui des cliniques. Cette mesure démontre que le coût de la continuité et des exigences du service public, assumés par le seul hôpital public, n'est pas pris en compte et conforte la mise à mal du service public hospitalier dans la loi HPST.

A ce sujet, la campagne de presse orchestrée par le secteur privé pose question. En effet, qui forme, qui cherche, qui accueille 85% des urgences sans jamais refuser les clients non rentables ?...

Quid du secteur médico-social ?

Dans ce secteur, l'inquiétude est grande également avec la ponction prévue de 150 millions d'euros du budget de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, ce qui consiste à demander aux plus dépendants de payer pour ceux qui ne sont pas encore complètement !

Que proposent les socialistes ?

Il faut d'abord réinvestir le champ idéologique de la santé. Quelle place est-on prêt à accorder à la santé, est-ce un bien fondamental ? La commission nationale santé s'est

réunie le 10 octobre à Paris. Dirigée par Marisol Touraine, elle est désormais en bon état de marche et a commencé à travailler sur les thématiques qui parlent aux Français, en adéquation avec le vieillissement de la population: santé et travail, problème de la démographie médicale et des professionnels de santé, y compris en abordant les sujets qui "fâchent" (concernant notamment l'installation des médecins, mesures incitatives ou coercitives ?), maillage territorial, rôle des élus territoriaux, dépassements d'honoraires, déremboursements des médicaments, positionnement sur les prélèvements sociaux obligatoires, problème de la tarification à l'acte, l'égalité d'accès aux soins, la prévention...

En ce qui concerne le "Breis Santé", le groupe santé régional, il est lui aussi en bon état de marche. J'en veux pour preuve la réunion du 7 novembre à Guingamp au cours de laquelle nous travaillerons sur la thématique "territoires et santé" qui fera l'objet d'un atelier lors du forum régional du 5 décembre à Vannes.

PLFSS 2010 : des choix injustes et dangereux

Les déficits pour 2009 et 2010 ne résultent pas d'une augmentation des dépenses mais d'une insuffisance des recettes, liée en partie à la baisse de 2 points de la masse salariale globale, une première depuis 1945.

Face à cette réalité, dans un **contexte d'accroissement des inégalités et d'urgence sociale**, alors que 40% des Français disent renoncer aux soins ou les reporter pour des raisons financières, **la Droite décide d'accroître les inégalités sociales et territoriales en privilégiant des dispositifs anti-redistributifs et inégalitaires.**

Hausse du forfait hospitalier, baisse du taux de remboursement de certains médicaments, restrictions de la prise en charge des affections longue durée, taxation des indemnités perçues par les accidentés du travail (...) rapportent peu au gouvernement mais pèsent lourdement sur le budget des Français.

En laissant filer l'endettement de la sécurité sociale, ce gouvernement fait peser une charge dispo-

portionnée sur les générations futures et prépare de **nouveaux reculs du périmètre de la sécurité sociale au profit des assurances privées**, ce qui se traduira inévitablement par une augmentation de leur coût de 5 à 9% et pénalisera les plus fragiles qui n'y ont pas accès.

Pour engager une réflexion sur la réorientation du financement de la sécurité sociale, il est vain d'imaginer que les dépenses de santé vont diminuer. Elles vont s'accroître au contraire, à la fois parce que la population vieillit, que les techniques s'améliorent et parce que la préférence pour la santé s'affirme.

Pour répondre aux difficultés de financement, le Parti socialiste appelle à **mettre fin aux niches sociales et à réexaminer les exonérations existantes de cotisations sociales.**

Face au déficit structurel, il est nécessaire d'**opérer une refonte globale des prélèvements sociaux** conforme aux exigences d'efficacité, de justice et de progressivité.

Ces mesures financières doivent impérativement **s'appuyer sur des réformes de structures de l'assurance maladie** : meilleure contribution de l'industrie pharmaceutique, négociation d'un nouveau contrat avec les professions médicales pour favoriser les pratiques innovantes et responsables, évolution du mode de rémunération des médecins (introduire une part de forfaitaire), lutte contre les dépassements d'honoraires et remise à plat du "maquis" tarifaire, renforcement de la prévention.

Elisabeth Pedrono

ACTUALITES

Crise alimentaire mondiale : quels partenariats Nord-Sud pour y répondre durablement ?

Cette question était le sujet des troisièmes Assises de la solidarité internationale organisées par la Région Bretagne en collaboration avec le réseau des Acteurs Bretons de la Coopération Internationale et de la Solidarité (ABCIS) les 23 et 24 octobre 2009.



En 2009, dans le monde, **plus d'un milliard de personnes sont sous-alimentées**, l'objectif que la communauté internationale s'était fixée en 2000 (réduire de moitié la faim dans le monde d'ici 2015) s'éloigne chaque jour davantage. Paradoxalement, 70% des populations qui souffrent de la faim sont des ruraux.

La crise économique actuelle a réduit l'accès des pauvres à la nourriture : à l'augmentation des matières premières s'ajoutent les facteurs structurels. Lors des assises, associations et collectivités ainsi que de nombreux intervenants étrangers ont partagé leur constat et fait des propositions.

Le bilan: **la libéralisation des marchés des produits agricoles augmente les inégalités entre les pays du Nord et ceux en développement**. Ils se voient contraints d'exporter à perte leurs produits et importer à des prix de plus en plus élevés des denrées qui ne correspondent pas toujours à leurs habitudes alimentaires. Au Brésil, par exemple, grande puissance alimentaire mondiale, 20% de la popula-

tion est touchée par la malnutrition (représentant 50% des ruraux). Par ailleurs d'autres facteurs sont en cause comme le manque parfois de volonté politique des pays en développement pour résoudre durablement le problème de la faim mais aussi le **manque de cohérence des politiques internationales**.

Les propositions :

La **coopération entre régions du Nord et du Sud** doit être intégrée, avec une approche globale et un travail avec les élus locaux. Il faut **baser les actions sur les besoins locaux**, être conscients de la diversité des besoins, reconnaître ses limites et accepter la confrontation des idées tout en arrêtant de penser que les pays du Nord vous peuvent "apprendre" à ceux du Sud, en bref **en finir avec le néo-colonialisme**.

Ensuite il est nécessaire de **mieux structurer les acteurs au Sud** (organisations paysannes et de consommateurs). Il paraît aussi important de **faciliter l'accès à la micro-finance** et préserver et renforcer les politiques publiques de **soutien à l'agriculture**.

Enfin, une **approche territoriale du développement** est une des solutions à la crise alimentaire, la **Région Bretagne est engagée**

depuis 2004 dans ce processus avec notamment l'Afrique de l'Ouest.

Le **consommateur est aussi en responsabilité** dans le processus. Il faudra changer nos habitudes dans le Nord et notamment **réduire notre part de consommation de protéines d'origine animale**, mais aussi consommer des produits issus de **filières courtes**, respectant la saisonnalité, pour les autres produits s'engager dans des **achats équitables**. La faim dans le monde ne sera enrayerée qu'avec une prise de conscience collective et une politique ambitieuse, pourquoi nos gouvernements ne décideraient-ils pas à Rome en novembre lors du sommet mondial contre la faim de **créer une Organisation Mondiale de l'Alimentation ?**

En tous cas, nous ne serons jamais complètement engagés dans une réelle politique de développement durable si nous occultons cette coopération avec les pays du Sud dans nos politiques nationales, régionales et locales.

Claudine De Brassier
Secrétaire fédérale
au Développement durable,
Agenda 21 et Environnement

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Faire de la "poléthique" !

Les démocraties occidentales sont confrontées à des dérives fragilisant la confiance envers le politique. Le comportement de certains est insupportable pour les citoyens confrontés aux dures réalités économiques et sociales.

"Ce qui constitue la vraie démocratie ce n'est pas de reconnaître les égaux, mais d'en faire". C'est la conception de la démocratie par Gambetta. La tâche principale des hommes politiques d'aujourd'hui, au sein de la routinisation du pouvoir, n'est pas de "recruter" des citoyens ou même des militants, mais d'imposer une élite dirigeante composée de professionnels de la chose publique. Ils ne cessent de garder la mainmise sur les appareils partisans et de faire le vide militant autour d'eux.

Le choix des candidats dépend d'une minorité qui considère l'électorat, local ou pas, comme une "propriété de famille". Ce processus est le premier symptôme du

passage d'une démocratie de masse à une démocratie "héréditaire". La guerre des chefs pousse à développer une activité aussi énorme que futile.

C'est une erreur de croire que ce sont les foules qui rejettent les hommes de pouvoir, ce sont eux qui se persécutent et parfois se dévoient. La Droite fonctionne ainsi, pourtant ses électeurs ne sont pas choqués. Ils ont toujours fonctionné de cette manière. L'homme providence est une notion bien ancrée dans leur culture.

Si le PS veut reconquérir les foules, il doit sortir de la guerre des chefs. Il gagnera en transparence en réaffirmant ses valeurs. Celles

d'un parti qui défend le tiers exclu c'est-à-dire les perdants du système. Ceux qui ont besoin qu'on les aide pour vivre dignement. La lutte pour arriver au pouvoir n'est pas une fin, mais l'élaboration d'une société nouvelle ou chaque individu trouve sa place en s'épanouissant au sein de la collectivité et en garantissant ses libertés, doit être l'objectif principal de notre parti.

Xavier Arnoult

Pour aller plus loin : "De l'Âme et de la cité" écrit par Alexandre Dorma

Repas républicain organisé par la section de Mauron

La section de Mauron organise un repas républicain ouvert aux adhérents et sympathisants du PS :

Dimanche 29 novembre à 12h00
Salle municipale de Concoret

Inscription (12 euros) auprès du secrétaire de section **Ronan Coignard** au 02 97 22 93 86 ou par courriel à l'adresse : rcoignard@free.fr

Calendrier des réunions de section

Lorient
Lundi 9 novembre - 20h30
Cité Allende

Lanester
Jeudi 12 novembre
Local de section
à 20h30

Port-Louis
Jeudi 12 novembre
à 20h30

au Château de Kerdurand
à Riantec (Salle Bouvet)

Pluvigner
Mardi 17 novembre - 20h30
En présence de Gwendal Rouillard

Vannes
Lundi 9 novembre - 20h30
Palais des Arts et des Congrès

Jeudi 17 décembre - 20h30
Palais des Arts et des Congrès

Processus d'élaboration de la liste régionale : rappel de calendrier

Conseil fédéral
Lundi 23 novembre - 20h30
Lieu à définir

Envoi de la(les) liste(s) à l'ensemble des adhérents
Mercredi 25 novembre

Vote sur la (les) proposition(s) de liste(s)
Jeudi 3 décembre
17h00 - 22h00

Vote dans toutes les sections du Morbihan

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Lundi 9 novembre - Lorient
Formation sur la Région Bretagne

Jeudi 12 novembre - Le Faouët
Formation sur la Région Bretagne

Vendredi 13 novembre - Lorient
Rencontre avec le Centre Jeunes Dirigeants

Samedi 14 novembre - St Brieuc
Forum régional

Mardi 17 novembre - Pluvigner
Réunion avec la section

Actualité

Comptes et mécomptes

La période de préparation du budget de la nation est toujours une période riche en rebondissements et en coups bas, et l'année 2010 devrait être un modèle du genre. Alors que nous vivons une période dramatique sur le plan des revenus et du chômage avec un dérapage sans précédents des finances publiques, un gouvernement responsable et digne de ce nom devrait en tirer les conséquences et faire tout son possible pour conforter l'emploi et se donner les moyens de remplir les caisses de l'Etat.

Cette réflexion de bon sens et sans doute trop compliquée pour les petits génies de la finance qui nous gouvernent. Non seulement ils suppriment des emplois publics, 100 000 selon Eric Woerth qui s'en félicite, sous le prétexte de faire des économies, mais tout en faisant un cadeau de 3 milliards aux cafetiers restaurateurs qui n'ont créé que 6000 emplois. Où sont les économies ?

En cette période de vaches maigres, nous nous féliciterions de voir les ministres et le Président montrer l'exemple en taillant dans leur budget de fonctionnement ; tel n'est évidemment pas le cas avec les dérapages dénoncés par la Cour des Comptes. Rien n'est trop beau pour l'omniprésent et omniscient Nicolas Sarkozy qui dépense sans compter en reportant les dettes abyssales dont il participe largement à la création sur les générations futures. Comme tout ne marche pas comme il l'aurait souhaité et devant les réactions de plus en plus négatives que sa politique engendre, le président monarque ne trouve pas d'autres moyens que de dénoncer les journaux et les journalistes qui s'en prennent à son auguste figure ou à celle de son rejeton. Passe encore de la presse d'opposition, mais quand le Figaro aussi s'en mêle, il y a quelque chose de pourri au royaume de Danemark.

Comment ne pas dénoncer aussi sa dernière lubie sur le thème de l'identité nationale, portée par le social traître Eric Besson, dont le seul but est de racoler sur les terres de l'extrême droite comme, il l'a déjà fait lors de la campagne des élections présidentielles. La seule différence - et elle est de taille - c'est que maintenant Nicolas Sarkozy est Président et que les Français ont constaté les effets dévastateurs de sa politique.

Le Cormoran

INFOS REGION

Une élection peut en cacher une autre

Dans les mois qui viennent, tout notre engagement et notre détermination vont être axés sur la conquête de la Région Bretagne. Et c'est bien ! Mais il ne faudrait pas oublier qu'une autre élection devrait avoir lieu cette même année 2010 : celle du Président de l'Union européenne par les chefs d'Etat et de Gouvernement.

Instaurée par le Traité de Lisbonne, cette **présidence est d'une durée de deux ans et demi, renouvelable une fois**. C'est-à-dire que ce Président pourra représenter l'Europe pendant cinq ans. Et comme il jouera un rôle essentiel au plan international, il est pour le moins légitime de **s'interroger sur le profil des candidats** qui brigueront ce poste. A cet égard, l'établissement de quelques **exigences politiques** permettrait de dépasser les stratégies individualistes et les proximités personnelles.

La première concerne le **respect de l'intégration européenne** et repose sur trois paramètres : **l'adoption de l'euro, l'appartenance à l'espace Schengen et la ratification du traité de Lisbonne sans dérogation à la Charte des droits fondamentaux**. Un seul Etat de l'Union européenne ne remplit aucun de ces critères : le Royaume-Uni... La candidature de Tony Blair ne devrait donc faire l'objet d'aucun débat. Le soutien que Sarkozy lui a apporté nous éclaire en cela sur la réalité du projet européen que porte le président français : une Europe réduite à une simple zone de libre-échange, fonctionnant sur le mode intergouvernemental, une Europe a minima sans autre ambition que celle des chefs d'Etat et de Gouvernement plus soucieux de leur prérogatives nationales que des défis planétaires auxquels nous sommes déjà confrontés.

La deuxième exigence se fonde sur **l'importance d'une expérience européenne forte et déconnectée des logiques politiques nationalistes**. Le futur président aura nécessairement assumé des responsabilités dans son pays d'origine et assuré à ce titre à un quelconque moment la Présidence tournante de l'Union européenne. Mais il ne devrait plus être en fonction dans son pays afin d'éviter les soupçons de marchandage sur la conduite future des affaires.



On ne saurait par exemple imaginer un Berlusconi briguer ce poste sans que s'organise préalablement un gigantesque troc, contraire aux intérêts des citoyens européens et indigne de l'idée que l'on se fait de l'Europe. Il apparaît enfin essentiel **que ce premier Président soit issu d'un grand pays de l'Union européenne**, seule façon de faire connaître et reconnaître ce poste au niveau international.

Dans ce combat crucial pour l'avenir de l'Union, **il est primordial que les socialistes européens dégagent une proposition commune à l'inverse de ce qu'ils n'ont pas su et voulu faire pour la Présidence de la Commission européenne**, où le falot, inefficace et libéral Barroso a été reconduit faute de concurrence. **Le PSE doit donc se saisir de cette affaire, réaffirmer un projet politique et proposer un candidat crédible et fédérateur**, même si l'affaire est loin d'être gagnée avec une Europe majoritairement à droite.

Ce candidat socialiste existe-t-il ?
En France, difficile de trouver le profil idéal. Même s'il ne remplit pas tous les critères exposés ci-dessus, la seule personnalité crédible et fédératrice serait Jacques Delors, mais à 84 ans... En Allemagne, guère de possibilités en dehors de Gerhard Schröder, mais tant son échec électoral dû à la sévère contestation de ses réformes sociales que son engagement désormais très marqué dans le monde des affaires ne plaident en sa faveur. Il est en revanche un homme politique, éminemment respecté, qui sait ce que résister veut dire puisqu'il a vécu dans la clandestinité sous la dictature franquiste, a dirigé le gouvernement de son pays, l'Espagne, sans interruption pendant quatorze ans de 1982 à 1996, a présidé deux fois l'Union européenne en 1989 et 1995, et a été choisi par les chefs d'Etat et de Gouvernement européens pour présider le comité chargé de réfléchir à l'avenir de l'Union européenne à horizon 2020-2030 : Felipe Gonzales.

Les socialistes doivent s'emparer de ce débat sur la future présidence de l'Union européenne au format du Traité de Lisbonne afin d'affirmer, au travers du candidat qu'ils soutiendront, leur vision de l'Europe de demain.

Jean Paul Méheust
Section de Vannes

Union européenne : le calendrier prévisionnel

- **Mi-novembre** : Possible sommet européen extraordinaire
- **16 et 17 novembre** : Conseil Affaires générales (possible proposition de la nouvelle Commission européenne)
- **26 novembre** : Possibles premières auditions des futurs commissaires par le Parlement européen
- **A partir du 30 novembre** : Suite des auditions des commissaires européens par le Parlement européen
- **1^{er} décembre 2009** : **entrée en vigueur du Traité de Lisbonne** (suite à la ratification par la République tchèque le 3 novembre).
- **7 et 8 décembre** : **Conseil Affaires générales**
- **10 et 11 décembre** : **Conseil européen**

L'élection du Président permanent du Conseil européen pourrait intervenir courant décembre, par un vote à la majorité qualifiée, s'il n'y a pas de consensus entre les 27.

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : Prénom :
Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :
Adresse :

Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fedes56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr